

ipe, son ensemble santé »

liser », note Marc Nève. « Ils ont eu 300 kilos de tomates l'an dernier et ce ne sont pas eux qui les ont mangées ! » Et si certains exemples sont plus positifs, comme à la prison de Saint-Hubert où les détenus cultivent de grandes surfaces de terrain et où les légumes frais sont au menu, le constat global est au manque : « Le coût des matières premières lié au post-covid et à la guerre en Ukraine n'a pas été un plus pour l'assiette, déjà peu enviable, des détenus », expose Sarah Grandfils, membre du Bureau exécutif du CCSP. « Chaque fois qu'ils souhaitent quelque chose de spécifique, comme un produit halal par exemple, ils doivent l'acheter à la cantine, mais leur gratification pour le travail réalisé en prison n'augmente pas (il

est de un euro/heure, NDLR) et les prix de la cantine ont grimpé. »

Dans les prisons, on mange à satiété, mais on ne mange pas équilibré : « On fait ce que l'on peut, mais ça reste une nourriture "de pauvres", avec des repas très routiniers et plus de féculents que ce qu'on a normalement », commente Vincent Spronck. Une majorité de prisonniers finissent ainsi par grossir en prison, mais ce n'est pas uniquement lié aux demi-kilos de frites et aux pâtes qui remplissent : le manque d'activité physique, relève ce directeur de prison, joue également. « Vous êtes enfermés à deux dans 9 m², avec des préaux de temps en temps... L'alimentation y participe, mais c'est la prison dans son ensemble qui est mauvaise pour la santé. »

l'autrice « Ce n'est pas en affamant les détenus que ça améliorera les choses »

ENTRETIEN

ANNE-SOPHIE LEURQUIN

Dans un essai qui revendique la filiation avec l'ouvrage de Michel Foucault (*Surveiller et punir*), la journaliste française Lucie Inland analyse la question de la nourriture en prison d'hier à aujourd'hui. Si le pain sec et l'eau sont révolus, les oranges sont un mythe puisqu'il est interdit d'apporter de la nourriture en prison. L'autrice relève que les inégalités se poursuivent derrière les barreaux, entre ceux qui ont les moyens de se faire à manger en achetant des vivres à la « cantine » et ceux qui doivent se contenter de la « gamelle ».

Pourquoi vous être attaquée à ce sujet sensible ?

Il y a eu deux éléments déclencheurs. D'une part, j'ai eu une correspondance avec un détenu américain passé par le couloir de la mort qui m'a confrontée aux problèmes rencontrés par les personnes détenues dans ce cadre spécifique qui n'existe heureusement plus en France ou en Europe. Il y a beaucoup de clichés à démonter : la taule ce n'est pas le Club Med, et le dernier repas certainement pas un dîner gastronomique. D'autre part, j'ai été frappée par le tollé médiatique suite à la grève de la faim du détenu « QAnon Shaman » (le militant pro-Trump connu pour sa coiffe à cornes, incarcéré quelques jours après l'assaut du Capitole, NDLR) parce que sa demande de manger bio, en accord avec ses convictions spirituelles chamanistes, n'était pas satisfaite. Au-delà du débat de savoir si cette demande est fondée, je trouvais important de rappeler que chaque personne a le droit à une alimentation équilibrée, mais aussi conforme à ses croyances ou convictions. Plutôt que de se scandaliser de ce « privilège », il faudrait s'interroger sur ce que mangent les prisonniers. Les sujets liés à l'alimentation en prison sont souvent cantonnés dans la rubrique des faits divers, comme ce détenu mineur condamné pour « recel de kebab » dont *Ouest France* a fait écho en 2021.

Lucie Inland

Journaliste française

”

Chaque personne a le droit à une alimentation équilibrée, mais aussi conforme à ses croyances ou convictions

contiennent rien de prohibé (comme l'alcool ou le poivre), c'est en effet illégal. Les proches qui bravent cet interdit le font pour apporter du réconfort aux détenus parce que la nourriture à quelque chose d'affectif. Il faut rappeler que s'ils veulent manger autre chose que ce qui leur est servi, les prisonniers doivent passer par la « cantine », une épicerie qui emprunte son nom au langage militaire où tous les produits sont beaucoup plus chers. Avant l'inflation, il fallait compter environ 250 euros par mois... Cela implique de pouvoir payer pour ces conditions améliorées ou d'avoir un entourage qui puisse le faire.

L'alimentation à l'ombre est un marqueur social ?

Près d'une personne détenue sur cinq en France est trop pauvre pour espérer manger autre chose que le minimum servi par la prison. Or les horaires des repas étant calés sur ceux du personnel, il y a une longue période entre le dernier repas (servi en fin d'après-midi) et le petit-déjeuner, donc ceux qui ne cantinent pas ont faim entre-temps. Et puis, en prison, on s'ennuie beaucoup. Cantiner pour cuisiner permet de tuer le temps, d'autant plus qu'il faut être très inventif.

Vous pointez aussi des inégalités sociales que la prison vient creuser...

Elle accroît la désocialisation de personnes déjà marginalisées. Si j'ai truffé

fé mon essai de statistiques, c'est aussi pour rendre compte de la réalité de la population carcérale. En prison, il y a plus de personnes illettrées que dans la population générale et la majorité ont un niveau d'instruction peu élevé. Beaucoup n'ont ni accès au travail et ni au logement : dans les établissements pénitentiaires français, au moins 50 % étaient au chômage et 9 % SDF au moment où ils sont arrivés. Ce n'est pas en les affamant que ça résoudra quoi que ce soit.



Surveiller et nourrir : comprendre ce que la prison a dans le ventre
LUCIE INLAND
Nouriturfu,
15 euros

SOCIAL

Précarité, errance et drogue... un cocktail explosif pour les associations de terrain

Une vingtaine d'ASBL du secteur de la grande précarité, situées autour de la gare du Midi, à Bruxelles, se réunissent ce mardi. Objectif ? Elaborer un texte commun de revendications et alerter les autorités sur des problèmes systémiques.

MARION BORDIER (ST)

Mardi dernier, une agression avec couteaux et tessons de bouteilles s'est produite au sein de DoucheFLUX. L'incident de trop pour l'ASBL qui propose différents services d'aide à un public précaire. « Deux membres du personnel ont voulu démissionner », relate Laurent d'Ursel. Le cofondateur de la structure a décidé de réagir en fermant ses portes jusqu'au 10 mai. Une première en six ans d'existence. « Même pendant le covid, on n'est pas restés portes closes », souligne Laurent d'Ursel. Tensions, insultes, agressions : la liste des événements problématiques est longue. « Ce ne sont pas des incidents malheureux. Ils sont systémiques et leur nombre augmente. C'est une crise globale », insiste le cofondateur de l'ASBL.

En 24 heures, Laurent d'Ursel est parvenu à mobiliser vingt acteurs de la précarité situés autour de la gare du Midi. Tous font face à des problématiques similaires à celles de DoucheFLUX. Certains ont également fermé leurs portes. C'est le cas de l'ASBL Dune, à Saint-Gilles : « En 15 ans dans le métier du social à Bruxelles, je n'ai jamais vu une situation pareille. On reçoit des menaces, on a des bagarres, des dégradations », déplore son directeur Christopher Collin. Le public de l'association compte 80 à 90 % de sans-abri. « On observe à Bruxelles une précarisation des populations à tous les niveaux qui engorgent les services sociaux de santé. Les personnes sont à bout de souffle car elles ne trouvent plus de structures capables de les prendre en charge », constate Christopher Collin. Parmi les facteurs aggravants ? L'inflation qui impacte également les structures d'accueil. « Une partie de nos subventions n'ont pas été indexées. Résultat : on doit faire plus avec de moindres moyens que les années précédentes. Certaines structures se demandent même si elles vont pouvoir garder tout leur personnel », confie le directeur de Dune.

Outre le public accueilli, ce sont les employés des ASBL qui pâtissent de la situation. « On est dépassés. Mon personnel me dit : "Mon corps n'en peut plus." C'est une accumulation », insiste Laurent d'Ursel. Résultat : certains tombent, aggravant les difficultés. « Il y a des maladies de longue durée, des burn-out et des difficultés à recruter car le quantitatif prime sur le qualitatif », remarque Christopher Collin. La perte de sens et l'incapacité à se projeter dans l'avenir, du moins positivement, sont certaines. « Trente-cinq pourcents des Bruxellois sont en grande précarité. Dans dix ans, ce sera un sur deux. Ça fait des années qu'on tire la sonnette d'alarme. Le secteur social-santé est aujourd'hui un des derniers filets de sécurité pour la population précarisée et il menace de s'effondrer. Ce serait catastrophique », alerte le directeur de Dune.

Plusieurs revendications

Hausse des effectifs et des financements : voici quelques-unes des revendications des associations. « On souhaite une révision de notre procédure d'accueil et quatre équivalents temps plein dédiés à ce rôle », explique le cofondateur de l'ASBL. Christopher Collin va plus loin : « Si on augmente le personnel, certes ça va soulager, mais ça ne règlera pas le problème de la grande précarisation à Bruxelles. Il faut que les autorités et les associations se mettent autour de la table. » Pour élaborer une série de mesures mais aussi un budget dédié au secteur de la grande précarité à Bruxelles. Contacté, le cabinet du ministre de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie, de la Propreté publique, de l'Action sociale et de la Santé, Alain Maron, n'a pas donné suite à notre demande d'interview.



On est dépassés. Mon personnel me dit : « Mon corps n'en peut plus. » C'est une accumulation

Laurent d'Ursel
Cofondateur de l'ASBL DoucheFlux

”



Les associations de terrain engagées dans l'aide aux précarisés sont débordées. © PIERRE-VIVES THIENPONT

Vous rappelez qu'il est interdit d'apporter de la nourriture en prison...

En dehors de certaines occasions où il est permis aux détenus de recevoir des colis qui sont scannés pour vérifier qu'ils ne